

## Un pacte pour l'avenir, mais quel avenir?

**Chronique internationale**  
**Melik Özden**

Directeur du CETIM\*



En septembre dernier, de nombreux chefs d'État et de gouvernement, réunis à l'occasion du Sommet pour l'avenir à l'Assemblée générale de l'ONU à New York, se sont engagés solennellement à œuvrer «à l'avènement d'un monde sûr, pacifique, juste, équitable, inclusif, durable et prospère, un monde dans lequel le bien-être, la sécurité et la dignité et une planète saine soient une garantie pour tous les êtres humains.»

Si l'on peut souscrire sans réserve à l'objectif précité, les 56 mesures préconisées dans le Pacte pour l'avenir, adopté à l'issue dudit sommet, sont au mieux des vœux pieux. En effet, ce pacte mentionne les grandes questions auxquelles l'humanité est confrontée telles que l'éradication de la pauvreté et de la famine, le financement du développement, la paix et la sécurité, le changement climatique, l'égalité des genres, les conditions de vie des jeunes et des personnes handicapées. Cependant la mise en œuvre des 56 mesures est subordonnée à la réalisation hypothétique des objectifs du développement durable (ODD) d'ici à 2030. Or, même le secrétaire général de l'ONU reconnaît que ces derniers sont voués à l'échec. En effet, les ODD ne remettent pas en cause les politiques économiques actuelles à l'origine du mal-développement et des inégalités qui continuent à progresser dans le monde. De plus, leur réalisation est principalement confiée aux sociétés transnationales (STN) qui, loin d'être des œuvres de charité, sont uniquement motivées par les profits à court terme, en faveur de leurs actionnaires majoritaires. Si les dirigeants politiques semblent avoir eu un moment de lucidité quand ils affirment en introduction dudit pacte: «Si nous ne changeons pas de cap, nous risquons de basculer dans un avenir fait de crises permanentes et d'effondrements en série», le remède (à savoir les ODD) qu'ils préconisent est déjà périmé. D'autre part, le pacte ne mentionne pas le renforcement

des services publics, pourtant indispensable pour combattre les inégalités et contribuer à la réalisation de droits économiques, sociaux et culturels. Cette contradiction flagrante se reflète également dans la question de la réforme de l'ONU qui occupe une partie importante du pacte en question. Idéalement, cette vieille institution nécessiterait un bon dépoussiérage, surtout son Conseil de sécurité: un organe comptant cinq membres permanents avec droit de veto, à savoir trois pays occidentaux (États-Unis, France et Royaume-Uni), ainsi que la Chine et la Russie - le reste de la planète étant absente.

**«Le Sommet pour l'avenir se solde par un échec.»**

Mais comment l'envisager à l'aulne de la polarisation actuelle et celle de l'augmentation vertigineuse des dépenses militaires qui augurent de nouvelles guerres et du peu d'égard de certains États pour le droit international? Par exemple, les États-Unis, première puissance mondiale et principal membre fondateur de l'ONU, ne respectent pas la charte de cette institution ni les décisions de la Cour internationale de justice. Ce pays impose d'autre part des sanctions unilatérales à des pays qui refusent de se soumettre à sa volonté, tout en continuant à armer et protéger un pays allié qui massacre les populations civiles, le personnel de santé, les fonctionnaires onusiens, s'attaque aux Casques bleus et, de surcroît, déclare le secrétaire général de l'ONU persona non grata. Au lieu de relancer la coopération internationale et rétablir la confiance entre les peuples et leurs dirigeants politiques (qui semblent être déconnectés de la réalité), le Sommet pour l'avenir se solde par un échec qui aura sans doute des conséquences dans le futur (mais quel futur?) et creusera davantage le décalage entre les citoyens et leurs dirigeants politiques.

\* Centre Europe-Tiers Monde: «Il n'y a pas un monde développé et un monde sous développé, mais un seul monde mal développé.» [www.cetim.ch](http://www.cetim.ch)

## www.tdg.ch

### Autoroutes

● **Enjeu** Tenter de se faire une idée de l'enjeu de la votation du 24 novembre sur les autoroutes concernant l'axe Genève-Lausanne. À Genève, quid du tronçon Vengeron-Nyon?



### Trèfle-Blanc

● **Retard** S'informer sur les causes du retard annoncé avant la construction de la patinoire du Trèfle-Blanc. Parmi celles-ci, la présence sur la parcelle d'un résident qui ne veut pas livrer sa maison aux pelles mécaniques.



### Phénomène

● **Philippe Boxho** En savoir plus sur ce médecin légiste belge qui fait un carton en librairie avec ses souvenirs professionnels liés à des morts souvent d'origine criminelle.



## Courrier des lecteurs

# Confignon n'a pas été entendu

### Lettre du jour

**Confignon, 15 octobre** Mardi 8 octobre dernier a eu lieu la réunion publique sur le PLQ Cherpines II Confignon. Samedi 12 octobre, en lisant l'article de la «Tribune de Genève», je me faisais la réflexion que je n'avais pas assisté à la même réunion... Je n'y ai pas retrouvé les propos tenus par M. Hodgers et le maire de Confignon sur les finances [...].

Les problèmes rencontrés pour construire ce quartier ne peuvent être passés sous silence: le gouffre financier dû aux équipements publics à la charge de Confignon, une densité encore trop importante, pas de cycle d'orientation, la proximité du valon de l'Aire et de sa rivière, un biotope possiblement prétérité, une augmentation exponentielle de la mobilité [...] qui ne sera pas absorbée à court terme, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Niveau ambiance, cette séance fut une des pires auxquelles j'ai assisté et restera dans les annales comme antidémocratique. Un conseiller d'État en colère qui rabroue les citoyens qui posent des questions sur le financement



qui pourrait avoir des conséquences importantes pour les habitants, tels des augmentations d'impôts et le remboursement de la dette sur plusieurs décennies. Qui dit qu'il ne connaît pas les chiffres alors que le matin même

les autorités de Confignon étaient dans son bureau, qui refuse de répondre aux questions des associations citoyennes de Confignon.

Un petit village de 4600 habitants, à qui l'on demande des efforts surhumains, mérite-t-il de

se faire traiter de cette manière? Se poser la question, c'est y répondre!

**Margareth Robert-Tissot, présidente de l'Association pour la sauvegarde de Confignon et environs (ASC)**

### Pour la Julie

**Genève, 16 octobre** Dernièrement, j'ai reçu, en tant qu'abonnée de la «Tribune», un bon de 20 francs à utiliser dans un commerce genevois. Plutôt sympathique en soi que de valoriser le tissu économique et social local, mais venant de Tamedia qui coupe sans scrupule dans les effectifs de ses rédactions locales, on ne peut qu'y voir un sarcasme crasse. La lettre d'accompagnement débute par «Nos abonnées et abonnés sont ce qu'il y a de plus précieux pour nous. Ils sont le moteur de notre travail au quotidien.» De qui se moque-t-on? Depuis des années, au nom de la hausse des dividendes de ses actionnaires, Tamedia restructure à bas bruit la presse romande et genevoise et démantèle ses infrastructures. Le choix de Tamedia est d'aborder les informations d'un point de vue romand et de proposer des sujets

de plus en plus généraux, comme dans un magazine. Ce n'est pas ce que j'attends de la Julie. Comme d'autres lecteurs et lectrices de la «Tribune», je désire des nouvelles locales ainsi qu'une information de qualité qui présente les différents points de vue sur un sujet. Si je suis fâchée contre Tamedia, dont les choix poussent la presse locale vers une mort inexorable, je soutiens les journalistes de la «Tribune» ainsi que tous et toutes leur-e-s collègues. Leur travail est essentiel pour connaître ce qui se passe près de chez nous et pour le débat démocratique.

**Laurence Corpataux, présidente des Vert-e-s Ville de Genève et conseillère municipale**

### Incompréhension

**Gordola (TI), 16 octobre** Israël, une nation aux racines millénaires, est aujourd'hui

confrontée à une situation tragique qui l'oblige à adopter des mesures drastiques pour sa survie. L'État israélien, entouré de menaces constantes, se voit contraint de réagir face aux attaques répétées de groupes tels que le Hezbollah au Liban et le Hamas à Gaza, tous deux reconnus comme des organisations terroristes par de nombreux pays. Ces groupes, soutenus par des nations comme l'Iran, lancent des missiles et autres

### Écrivez-nous

Vos réactions, votre opinion nous intéressent. Envoyez votre lettre à [courrier@tdg.ch](mailto:courrier@tdg.ch), ou à Tribune de Genève, courrier des lecteurs, case postale 5155, 1211 Genève 11. Votre texte doit être concis (1400 signes maximum), signé et comporter vos adresse et téléphone. La rédaction se réserve le droit de choisir les titres et de réduire les lettres.

formes d'agressions contre Israël, rendant sa sécurité fragile. Face à cette réalité, Israël n'a d'autre choix que de prendre des mesures de défense, parfois violentes et inhumaines. Le peuple israélien doit protéger son territoire et ses citoyens contre ces agressions répétées. Cependant, ces actions militaires, bien que nécessaires pour la défense de l'État, ont des conséquences tragiques sur les populations civiles, tant israéliennes que palestiniennes. Comme dans tout conflit, des innocents sont touchés, et la souffrance est immense des deux côtés. Malgré cette situation, l'incompréhension persiste sur la scène internationale, certains ne voyant que la violence sans comprendre les origines profondes du conflit. Israël, tout en défendant son droit à exister, doit jongler entre sa sécurité et les impacts humanitaires de ses décisions. **Gilles Bourquin**

# Il y a beaucoup de choses que je ne comprends pas

### L'invitée

**Joëlle Fiss**

Députée PLR au Grand Conseil



Il y a beaucoup de choses que je ne comprends pas depuis un an. Dans cet océan de certitudes autour du conflit israélo-palestinien, parlons aussi du brouillard, et des points d'interrogation. Ça nous changera des slogans criards habituels. Un an plus tard, je ne comprends pas comment les pays arabes n'ont pas ouvert temporairement leurs frontières pour accueillir des habitants civils de Gaza et ainsi sauver des vies humaines. Par crainte de faire rentrer des disciples des Frères musulmans sur leur territoire? Ou pour maintenir le taux de population à Gaza? Ils ont préféré les

laisser mourir en dépit de leurs discours indignés. Un an plus tard, je ne comprends pas comment Benjamin Netanyahu est encore premier ministre du gouvernement israélien alors que sous son leadership, il y a eu le plus grand échec d'intelligence militaire de l'histoire du pays. Et que la Cour suprême israélienne a invalidé ses plans antidémocratiques et sa supposée «réforme» juridique. Un an plus tard, je ne comprends pas pourquoi ceux qui dénoncent les pertes de vie à Gaza n'admettent jamais la responsabilité morale du Hamas d'utiliser des boucliers humains, dans sa stratégie militaire contre des victimes palestiniennes innocentes. Un an plus tard, je ne comprends pas pourquoi les politiques n'ont pas proposé la possibilité de créer une force internationale (incluant des troupes

arabes) qui puisse réoccuper Gaza, détruire les tunnels définitivement, et libérer les otages. Un an plus tard, je ne comprends pas pourquoi la communauté internationale appelle à un cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, alors que personne ne l'a jamais demandé entre la coalition internationale et l'État islamique. Un an plus tard, je ne comprends pas comment l'on peut donner une once de crédibilité aux colons juifs en Cisjordanie qui sont en train d'affaiblir les valeurs d'Israël en justifiant la violence contre des Palestiniens. Un an plus tard, je ne comprends pas pourquoi l'agence UNRWA n'est pas enrégée d'avoir été manipulée (au mieux) par le Hamas, qui a stocké sous son nez un centre de données dans son quartier général à Gaza, en maintenant une unité de renseignements et en utilisant les serveurs de

l'UNRWA, sous son QG. Un an plus tard, je ne comprends pas comment la construction complexe de tunnels financés par les pétrodollars du Qatar et de l'Iran n'a pas ofusqué plus de monde. À ma connaissance, il n'y a eu aucun débat international sur le financement de tels passages souterrains terroristes, qu'on découvre également construits par le Hezbollah au Liban aujourd'hui. Un an plus tard, je ne comprends pas pourquoi, une grande partie des manifestants pro-palestiniens justifient la violence du Hamas comme un «moyen de résistance légitime à l'occupation israélienne», au lieu de soutenir les quelques Palestiniens démocrates et courageux sur le terrain, qui luttent contre les djihadistes en y risquant leur vie tous les jours.

Lire ce texte dans son intégralité sur [www.tdg.ch](http://www.tdg.ch)